

Etat du Valais  
Service de l'action sociale  
Avenue de la Gare 23  
1950 Sion

Sion, le 13 septembre 2019

## **Avant-projet de révision de la loi sur l'intégration et l'aide sociale**

Madame, Monsieur

En réponse à votre procédure de consultation relative à l'objet cité en titre, nous vous faisons part, ci-dessous, des observations de la Commission régionale des soins de longue durée de Sion, qui rejoint la prise de position du CMS régional de Sion-Hérens-Conthey.

### **1. Relations communes et CMS**

Les CMS assument sur délégation du canton deux mandats principaux. L'un découlant de la loi sur les soins de longue durée (LSLD) et l'autre découlant de la loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS). Dans ce contexte, une cohérence dans l'organisation des CMS dans les deux domaines d'activités est nécessaire.

L'art. 7, al. 1, let a) prévoit explicitement un rattachement à un « centre médico-social régional », alors que la LSLD, à son article 17, ne précise pas la portée régionale du CMS. Nous demandons que la même disposition soit prévue à l'art. 17 de la LSLD (éventuellement sous forme d'un simple renvoi à l'art. 8, al. 2 de la LIAS).

Par ailleurs, le projet de loi précise seulement que les communes doivent se rattacher à un CMS régional (art. 7, al. 1, let a) LIAS), mais ne précise pas le rôle des communes dans cette organisation. Un alinéa supplémentaire doit préciser les responsabilités des communes en la matière.

### **2. Compétence à raison du lieu**

Nous soutenons pleinement les nouvelles dispositions qui apportent des précisions utiles.

### **3. Gestion des données**

Nous sommes favorables aux précisions apportées dans l'avant-projet de loi.

### **4. Transfert de compétence**

L'avant-projet de loi prévoit le transfert de la compétence décisionnelle de la commune au canton en matière de mesure d'insertion sociale et professionnelle (formation, mesure thérapeutique, stage en entreprise, emploi subventionné, etc.). Nous demandons que cette compétence soit attribuée aux centres médico-sociaux régionaux.

En effet, la compétence de décision en la matière nécessite une connaissance approfondie de la situation individuelle du bénéficiaire. Elle suppose aussi des compétences solides en matière d'insertion sociale et professionnelle, notamment pour définir le type et le contenu de la mesure la mieux adaptée. Vu le nombre de mesures d'insertion mises en œuvre chaque année, la complexité des situations rencontrées sur l'ensemble du canton et la nécessité de pouvoir rendre une décision très rapidement (notamment lorsqu'un emploi sur le 1<sup>er</sup> marché est disponible), il ne nous semble pas possible pour le Service de l'action sociale d'assumer cette tâche.

Ce changement est également cohérent avec la volonté des autorités cantonales de régionaliser la gestion de l'aide sociale en renforçant et harmonisant les compétences des CMS dans ce domaine. Cette position vaut aussi pour l'art. 26, al.6.

Secrétariat de la commission  
régionale des soins de longue durée de Sion  
C/o Association Région Valais romand  
Rue Marconi 19  
1920 Martigny

Reçu à OCPS le

16 SEP. 2019

Si cette option ne doit toutefois pas être retenue, la compétence de décision en matière de mesures d'insertion doit rester au niveau de la commune, celle-ci pouvant alors la déléguer au CMS de sa région (pratique actuelle dans plusieurs régions).

#### **5. Régionalisation des CMS**

Nous soutenons les changements proposés dans l'avant-projet de loi.

En vous remerciant d'avance de la considération portée aux observations ci-dessus, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de nos sentiments distingués.

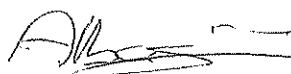
#### **Commission régionale des soins de longue durée de Sion**

Le Président



**Marius Dumoulin**

Le Secrétaire



**Christophe Albasini**